

Mikhaïl Gorbatchev est-il sincère?

Autor(en): **Meuron, Luc de**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **134 (1989)**

Heft 6

PDF erstellt am: **23.04.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-344930>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Mikhaïl Gorbatchev est-il sincère ?

par Luc de Meuron

Il y a une année et demie, le général américain Vernon Walters déclarait au *Quotidien de Paris* que les Soviétiques «sont beaucoup plus raisonnables»¹. C'est exact. Mais, de là à en inférer que Mikhaïl Gorbatchev est devenu l'homme de la paix, il y a un grand pas qu'il est interdit de franchir dans les circonstances présentes. Non pas qu'il faille éprouver plus de méfiance à l'égard du maître du Kremlin que vis-à-vis de tout autre chef d'Etat. Car, en politique internationale, ce n'est pas la personnalité d'un homme politique, même de très haut rang, qui compte d'abord. C'est pourquoi mesurer la valeur d'une politique au plus ou moins de sincérité qui animerait tel ou tel premier responsable de cette politique relèverait d'une conception bien superficielle de la nature des rapports internationaux. Si les propos tenus par un porte-parole dûment autorisé d'un pouvoir politique méritent d'être considérés, bien sûr, car le mensonge absolu n'existe pas, ils n'en sont pas moins toujours que des «paroles verbales» dont la valeur dépend en priorité du contexte politico-stratégique du moment.

En d'autres termes, quand il s'agit du secrétaire général du parti communiste de l'URSS, chef de l'Etat, en l'occurrence M. Gorbatchev, il importe d'interpréter ses déclarations en

fonction de l'ensemble des données que l'on peut connaître de source sûre ou supposer en tenant compte d'une certaine marge d'erreur, données qui sont de nature diverse et qui, en ce qui concerne les perspectives mondiales de paix ou de guerre, ne concernent nullement que l'état des forces militaires en présence. Car les déclarations de M. Gorbatchev, comme celles de ses principaux collaborateurs, tant civils que militaires, les accords de toute nature signés par l'URSS au cours de ces quatre dernières années et qui portent tous la marque du premier responsable de l'Etat soviétique, les actes d'un gouvernement dont la politique est d'une primordiale importance pour l'avenir de l'Europe et du monde, l'état des forces économico-sociales et militaires, tout cela s'exprime dans une volonté politique dont il importe au premier chef d'apprécier la vraie nature, parce qu'elle s'inscrit nécessairement dans l'ensemble des faits qui déterminent la politique de l'URSS en dernier ressort.

Or, la politique d'un grand Etat ne peut être que de nature expansionniste, impérialiste, ce qui ne signifie pas, même pas du tout, que la volonté impérialiste de puissance ne puisse se manifester que sous la forme d'un recours à l'utilisation des seuls moyens militaires. A l'heure des armes atomiques, c'est même le contraire. Mais

cela ne signifie en aucune façon que le principe de l'incomparable stratégie Clausewitz, si souvent oublié par certains gouvernements, ait perdu si peu que ce soit de sa valeur intrinsèque: «Le pouvoir d'une armée n'est pas seulement sa capacité de détruire, mais aussi celle d'influencer.»

Si donc la volonté politique d'un Etat dépend de sa position géographique, de son passé de grande nation, de l'importance de sa population, de son potentiel économique actuel ou à venir, il n'en reste pas moins que les moyens militaires dont il est en mesure de disposer sont, il est vrai, toujours appelés à jouer à certains moments un rôle déterminant, sinon décisif. Car non seulement ils lui offrent le maximum d'assurance pour prévenir une attaque-surprise de quelque nature qu'elle soit, mais encore ils lui permettent – et ce n'est paradoxal qu'en apparence – de donner le maximum de poids à ses prises de position de politique générale lorsqu'il s'agit pour lui d'établir ou de consolider des rapports de conciliation et de paix interétatiques.

C'est précisément ce que s'obstinent à ne pas comprendre, par ignorance ou inconscience, tous ces gens qui, chez nous comme ailleurs, se disent sincèrement «pacifistes» et qui, par leurs agissements quotidiens, n'hésitent pas à affaiblir la capacité de résistance militaire de leur propre pays. Et, n'en déplaise à ces faux réalistes, il est nécessaire de répéter sans cesse qu'il importe en tout temps de montrer sa

force si l'on ne veut pas avoir besoin de s'en servir.

*
* *

Il était donc heureux qu'au moment où s'engagent entre l'Est et l'Ouest des pourparlers destinés à conduire à des accords dont l'application peut permettre de réaliser progressivement un indispensable équilibre des forces conventionnelles en Europe (et, par la suite, dans le monde entier), l'OTAN ait jugé nécessaire de présenter, le 25 novembre passé, un document de trente pages intitulé «Forces classiques en Europe: les faits». Il en ressort que, quelle que soit la manière dont on peut apprécier les données de bases fournies ainsi par l'OTAN elle-même et par certains instituts spécialisés, la supériorité des forces du Pacte de Varsovie est évidente: chars (51 500 pour l'Est contre 16 300 pour l'Ouest), armes antichars (43 700 contre 18 200), avions de combat (8250 contre 4077!) effectifs 3 190 000 (dont 2 200 000 Soviétiques!) contre 2 213 593 (!), y compris 216 000 Américains, 267 000 Français et 695 (!) Luxembourgeois².

Comme on s'en aperçoit, on a à l'Ouest le sens de la précision en ce qui concerne les facteurs quantitatifs! Toutefois, les auteurs de ce tableau comparatif admettent que ces chiffres, soigneusement contrôlés, n'ont pourtant qu'une valeur relative, puisqu'il est très difficile, sinon impossible, de

prendre en compte les facteurs qualitatifs qui, en un sens, sont insaisissables. On l'a d'ailleurs bien vu au moment de la signature du traité de liquidation des missiles intermédiaires en Europe dans lequel, et pour cause, il n'a nullement été fait état des qualités propres tant au Pershing-2 américain qu'au SS-20 soviétique. Aurait-on pu techniquement établir des comparaisons de nature plus nuancée et plus fiable? Cela paraît bien difficile. C'est en tout cas l'avis de Manfred M. Wörner, secrétaire général de l'OTAN qui, à l'occasion de la présentation du décompte des forces militaires Ouest-Est, a rappelé que ce sont les nombres seuls qui comptent depuis que l'on parle de contrôle des armements³.

Il n'empêche que les Soviétiques et leurs alliés qui ne cessent de parler depuis longtemps d'un équilibre global qui existerait entre les deux alliances ont témoigné d'un certain embarras lors de la publication du tableau de comparaisons établi par l'OTAN et se sont trouvés tenus de réaliser de leur côté une évaluation des forces en présence. Non sans avoir, dès l'automne passé, prétendu à plusieurs reprises que les Occidentaux s'étaient livrés à un simple «exercice de propagande» réalisé d'une manière «unilatérale, incorrecte et peu constructive»⁴.

Une riposte énergique des Soviétiques était donc tout à fait plausible. Ce sera chose faite le 30 janvier de cette année. Nul ne s'étonnera, par conséquent, que la présentation des forces

militaires choisie par Moscou soit en contradiction presque toujours flagrante avec le tableau établi par l'OTAN, puisque les Soviétiques avaient pour seul but de démontrer à tout prix que les forces globales des deux Alliances s'équilibraient dans une large mesure.

Ainsi, au début de cette année, le Pacte de Varsovie attribue à l'OTAN 30 690 chars, soit près du double des engins similaires enregistrés par l'Ouest. Ses missiles antichars ne sont plus que 11 465 (!), alors que l'OTAN en compterait 18 070. Quant aux avions de combat, le Pacte disposerait de 7 876 (!) appareils, alors que l'OTAN en aurait 7 130. Enfin, en ce qui concerne les effectifs totaux, l'égalité existerait déjà miraculeusement, puisqu'ils s'élèveraient pour le Pacte de Varsovie à 3 573 000 soldats et pour l'OTAN à 3 660 000⁵. Il saute ainsi aux yeux que toutes les conditions sont réunies pour que les négociations prévues qui ont commencé en mars s'enlisent rapidement malgré un étalage réciproque de discours où fleuriront les bonnes intentions. Car les pourparlers ne cesseront de buter sur une multitude de difficultés d'interprétation du genre de celle-ci: les cuistots sont-ils des soldats ou des employés civils au service des armées...

Toutefois, dès la publication du document du Pacte de Varsovie, les porte-parole responsables de l'OTAN se sont élevés contre un tel «exercice de mathématiques militaires», dont le seul but, d'ordre psychologique, serait

de rendre acceptable cette notion soviétique de «parité approximative»⁵ qui ne ferait plus de Moscou le grand méchant loup surarmé qui aurait tous les torts. Cela faciliterait grandement la tâche des diplomates de Moscou qui se sentiraient en force pour exiger qu'à toute concession faite par eux en corresponde une tout aussi substantielle de l'autre partie. On voit ainsi l'avantage politico-militaire que l'URSS s'est assuré au départ en annonçant aux Nations Unies, le 7 décembre 1988, par la voix de M. Gorbatchev, une réduction d'environ 10% des effectifs totaux de l'armée soviétique et, en particulier, le retrait d'Europe centre-orientale de six divisions de chars. En agissant de la sorte, les dirigeants de Moscou n'ont pas agi autrement que leurs prédécesseurs qui ont toujours su faire précéder une négociation qui s'avérait difficile d'un coup de propagande qui leur permette de valoriser au maximum les atouts dont ils peuvent disposer.

*
* * *

Cependant, ces mesures de désarmement unilatéral, à supposer qu'elles deviennent efficaces, ne seront nullement capables d'affaiblir réellement le potentiel offensif global de l'URSS; car, comme l'a fort bien précisé Pierre Darcowit, ces mesures apparemment spectaculaires «n'affectent en rien la formidable puissance de frappe de la flotte sous-marine soviétique»⁶.

En effet, avec ses 350 sous-marins en service, l'URSS possède en tout temps une force de frappe impressionnante qui représente la plus grosse menace pour les Etats-Unis.

Or, contrairement à ce que persistent à affirmer certains observateurs occidentaux, cette URSS, qui aurait, paraît-il, tant besoin de faire de considérables économies en réduisant massivement ses dépenses militaires, ne cesse de développer cette flotte sous-marine. Aux «quatre Typhoon», monstres de 25 000 tonnes en plongée, les plus gros du monde, va s'en ajouter un cinquième, sans compter les suivants: ce qui fait de ces super-sous-marins des instruments de guerre offensive supérieurement équipés. Chacun de ces engins est, en effet, armé de 20 missiles de 9000 km de portée dont la précision de tir est jugée stupéfiante.

Telle est la nature de la menace que représente à toute heure cette prodigieuse force sous-marine nucléaire de valeur essentiellement offensive qui prive d'avance d'une bonne partie de leur importance les concessions réciproques que pourraient se consentir Américains et Soviétiques au cours des prochaines négociations relatives à la réduction des armes dites conventionnelles.

De toute façon, et quoi qu'il advienne, il faut rêver ou manquer totalement d'imagination pour se figurer qu'au nom de la fraternité universelle, les gouvernements responsables de l'avenir des plus grandes

puissances mondiales vont se décider à détruire la quasi-totalité des armements sophistiqués dont ils disposent aujourd'hui. Car, plus que d'imposantes ressources en matières premières ou, ce qui n'est pas le cas en URSS, plus qu'un état de développement économique et culturel exceptionnel, de tels armements assurent à leurs possesseurs le droit de parler haut et fort quand ils estiment leurs intérêts vitaux menacés de quelque manière que ce soit. On peut bien sûr déplorer amèrement que telle soit la réalité. Mais cela ne sert au fond à rien, car, s'il peut arriver que la force prime le droit, il est prouvé depuis toujours que le droit sans la force n'est que verbiage vide de sens et d'effet.

Cependant, tout démontre que la paix ou la guerre ne dépendent pas en priorité de l'état comparatif des forces militaires en présence, tant que l'une des parties ne se laisse pas entraîner à un relâchement de sa volonté de défense, ce qui conduirait infailliblement à la création d'une zone de basse résistance propre à susciter et à attiser de dangereuses convoitises. C'est pourquoi les Soviétiques ont de tout temps – et rien ne dit que M. Gorbatchev n'en fasse pas de même – multiplié les tentatives pour provoquer tout autour du Bloc de l'Est un amoindrissement de la volonté de résistance dans certains Etats qu'ils ont toujours ambitionné d'inclure dans leur zone d'influence qu'ils n'ont jamais renoncé à étendre au maximum.

Car nul ne peut s'aventurer à dénier à M. Gorbatchev la ferme volonté de servir au premier chef les intérêts de l'URSS en restant fidèle aux principes d'action qui ont marqué la politique générale de ses prédécesseurs. Pourtant, certains admirateurs (ou flagorneurs) occidentaux croient déceler dans les textes définissant l'actuelle doctrine militaire soviétique un évident changement, puisque cette doctrine, de caractère ouvertement offensif pendant longtemps, aurait maintenant un caractère nettement défensif. Un tel jugement est erroné. En effet, «dès 1981, à l'issue du 26^e Congrès du Parti communiste de l'URSS», une brochure publiée par l'Académie des sciences avertissait l'ennemi potentiel en ces termes: «Notre doctrine militaire a un caractère défensif et elle est déterminée à conserver les acquis du socialisme.»⁷ De plus, quoi qu'on dise de la «nouvelle pensée de M. Gorbatchev», de nombreux textes militaires continuent d'insister en 1988 sur «le caractère nécessairement offensif des opérations stratégiques», comme l'a justement fait observer Th. Pècles dans la revue *Est et Ouest*.

Voilà qui paraît singulièrement contradictoire, ce qui ne l'est pas du tout, dès l'instant où l'on constate sur la base des faits que les Soviétiques n'ont jamais éprouvé de peine excessive à «rationaliser cette apparente contradiction» en recourant à la notion de «guerre juste». En effet, selon Pècles, «la terminologie soviétique considère comme défensive toute

extension du communisme (par exemple, l'attaque contre la Finlande en 1939 ou l'invasion de l'Afghanistan en 1979)», parce que, selon Moscou, «la finalité politique de ces opérations était défensive»! Telle est la raison pour laquelle, aujourd'hui, Moscou ne considère nullement avoir opéré une honteuse reculade en se trouvant politiquement obligé de rendre son indépendance à la Finlande en 1944, ou subi une honteuse défaite en évacuant tout ou partie de l'Afghanistan au début de cette année. C'est un fait que la position générale de l'URSS dans le monde ne s'en trouve guère affaiblie, au contraire de celle des Etats-Unis lors de l'évacuation en catastrophe du Vietnam en 1975. En revanche, précise le commentateur d'*Est et Ouest*, «l'aspect technico-militaire (de ces opérations a exigé) l'adoption d'une stratégie offensive», étant donné que, dans ces deux cas (et il y en a d'autres), l'URSS estime avoir mené une «guerre juste», puisqu'il s'est agi pour elle de chercher à «conserver les acquis du socialisme», que l'on a tort, ajouterons-nous, de mesurer au nombre de kilomètres carrés sur lesquels flottent les drapeaux de l'Armée rouge.

Le maréchal Koulikov, alors encore commandant en chef des Forces du Pacte de Varsovie, confirmera cette conception militaire soviétique en écrivant le 9 mai 1988: «Afin de préserver la paix, l'Union soviétique doit renforcer la préparation au combat, parallèlement à des mesures

politiques majeures (...). Il est important d'attirer l'attention sur le caractère strictement défensif de la doctrine militaire soviétique (...). Mais les forces armées défendront avec une totale détermination tout ce qui a été gagné et créé par le peuple soviétique.»⁷ En un mot, encore une fois, «les acquis du socialisme! Mais comme cette notion est essentiellement politique», on peut et on doit l'entendre de diverses manières selon les exigences de la situation internationale et, en particulier, le rapport des forces entre les principales puissances mondiales.

L'URSS va donc s'efforcer, comme l'a précisé récemment l'actuel ministre de la Défense, le général Yazov, de disposer de «moyens militaires suffisants lui permettant de repousser l'ennemi et de le détruire»⁷. Leonid Brejnev n'avait du reste pas dit autre chose en 1966 lors du 23^e Congrès du Parti: «Les armements des troupes soviétiques sont maintenus au niveau des exigences actuelles et leur puissance est pleinement suffisante pour écraser tout agresseur.» Ainsi, tout est net, en 1989 comme en 1966, l'URSS se doit de posséder des moyens de force qui lui permettent non seulement de conserver un certain avantage en face des armées de l'adversaire potentiel, qu'il s'agisse d'une grande puissance ou d'une coalition de puissances, mais encore de faire de ses réseaux divers de propagande idéologique des leviers d'influence politico-militaire un peu partout dans le monde.

Cette ferme intention clairement affirmée n'a cependant nullement empêché M. Gorbatchev d'annoncer en février 1986 au 27^e Congrès du Parti que son pays «cherche à éliminer les armes de destruction de masse, à limiter le potentiel militaire à un niveau de suffisance raisonnable». Cette notion de «suffisance raisonnable» ne comporte évidemment rien de précis, de telle sorte qu'on ne peut la considérer également que comme un argument de nature purement politique dont les négociateurs soviétiques pourront tirer d'avantageux effets dans les conférences à venir.

En tout cas, pour le moment, ce niveau est situé si haut que l'on voit mal de quelle manière l'effort d'armement a été ralenti. Tout laisse entendre, au contraire, que jusqu'à présent, le budget de la défense soviétique «représente toujours 15 à 17% du produit national et continue de croître à un taux annuel de 3%».

C'est ainsi qu'en août 1988, après une rencontre de travail avec son homologue Dimitri Yazov, le dernier ministre de la Défense du président Reagan, Frank Carlucci, n'a pas mâché ses mots: «Il est clair que les Soviétiques cherchent à préserver l'ouverture et l'accueil qui ont marqué ma visite comme le témoignage que la «glasnost» a atteint le domaine militaire soviétique.» Or, «nous autres, en Occident, n'avons constaté aucune diminution dans la croissance continue de la puissance militaire soviétique (...). J'ai noté que certains

éléments de la structure des forces soviétiques... sont en contradiction aiguë avec les déclarations soviétiques sur la doctrine défensive.»⁸ Cela est-il si étonnant quand on a entendu Gorbatchev déclarer à maintes reprises qu'il est un disciple de Lénine? Le chef du communisme soviétique n'a-t-il pas, en effet, rappelé au 27^e Congrès ce propos de Lénine qui est d'une clarté absolue: «Nous devons accompagner notre démarche vers la paix d'un grand effort dans tous les domaines de notre préparation à la guerre»!⁷

*
* *
*

Mais cette «préparation à la guerre» ne signifie pas que l'on doive accumuler un matériel toujours plus important et appelé à se démoder rapidement, mais qu'il importe de rechercher sans cesse à affiner les armes existantes, à en découvrir sans cesse de nouvelles, mais sans jamais affaiblir le potentiel global de défense offensive. Or, il est évident que les deux superpuissances se sont engagées ces dernières années dans une course aux armements terriblement coûteuse. Il est donc naturel que les dirigeants américains et soviétiques soient convenus de réaliser une opération de limitation de certains armements afin d'alléger le poids des dépenses militaires devenues manifestement exagérées, donc ruineuses, tant pour l'URSS à court terme que pour les Etats-Unis à long terme.

De plus, quel que soit le degré d'estime qu'ils éprouvent les uns pour les autres, les dirigeants américains et soviétiques devaient bien constater un jour que la « guerre froide » a été pour les uns et les autres jalonnée depuis 1945 d'expériences, localisées certes, mais terriblement sanglantes, sans être jamais couronnées de succès incontestables ni pour Washington ni pour Moscou, qui n'avaient pas cessé d'être les principaux acteurs par personnes interposées. Il serait donc peu sage de considérer certains retraits d'influence, directs ou indirects, par l'une et/ou l'autre des superpuissances, comme de définitifs replis stratégiques, ou de voir dans de futures réductions d'effectifs ou d'armements des signes irréfutables d'un décisif changement de politique. Aussi serait-il grandement irréfléchi et dangereux de laisser croire que le monde entier est en train d'inaugurer une ère nouvelle faite de fraternité et d'indiscutable bonne volonté.

C'est pourtant ce qu'a tenté de faire l'amiral Antoine Sanguinetti dans un article paru dans *Le Monde diplomatique*. Impressionné par le discours de M. Gorbatchev tenu le 7 décembre aux Nations Unies, cet amiral, particulièrement apprécié par nos médias occidentaux (RSR y comprise), n'a pas hésité à écrire : « Deux fois déjà, M. Mikhaïl Gorbatchev, par ses initiatives intempestives, a ébranlé la sérénité occidentale en troublant le jeu des certitudes acquises dans le camp des démocraties » ; car il était temps de

« rectifier des chiffres d'effectifs, de grandes unités ou de matériels manipulés sans vergogne vers le haut pour le camp de l'Est, vers le bas pour l'Ouest »⁹. Et l'amiral d'ajouter que, jusqu'ici, « le dogme inébranlable de « l'énorme supériorité conventionnelle soviétique » a continué, d'année en année, à creuser le gouffre insatiable, pas perdu au demeurant pour tous, des crédits militaires occidentaux » ! On voit le ton : cet excellent et intelligent Gorbatchev, aux dires de l'amiral Sanguinetti, a fait des propositions de désarmement qui ne peuvent que déranger heureusement les plans de ces milieux industriels (occidentaux) où « l'on se préparait à poursuivre dans les conférences internationales la routine des propositions de désarmement déséquilibrées et piégées » !

Les Soviétiques ont décidément de la chance de voir continuellement apparaître à l'Ouest des personnalités militaires de haut grade prêtes à se faire les avocats de leurs thèses et, ce faisant, les démolisseurs, volontaires ou non, de la politique de défense adoptée par l'OTAN. Les Occidentaux, eux, n'ont pas cet avantage et doivent être continuellement sur leurs gardes pour ne pas se laisser duper par d'habiles manœuvriers ou par de « braves gens » qui sont incapables d'imaginer que la direction de la politique militaire de l'URSS est dans les mains d'hommes élevés à l'école du marxisme militant pour qui les relations entre communautés, quelle qu'en soit l'importance, sont toujours déter-

minées en priorité par des rapports de forces. Bien entendu, ces forces ne sont pas que militaires, elles sont aussi de nature politique, économique ou morale. C'est ce qu'ont sagement compris toute une série de personnalités du monde occidental qui, sans rejeter d'un trait de stylo ou d'un discours hargneux les propositions soviétiques, gardent solidement les pieds sur terre.

*
* *

Ainsi Jean-Pierre Chevènement, actuel ministre socialiste français de la Défense, a fait l'été passé une déclaration dont la portée politico-militaire ne saurait être négligée: «L'Union soviétique maintient une posture militaire offensive malgré ce qu'en disent ses états-majors (...) et il n'y a équilibre de la sécurité en Europe que parce qu'il y a des armes nucléaires.»¹⁰ Certes, le ministre a parlé de «posture offensive» et non de «force agressive», mais il a précisé que «la posture soviétique est faite pour l'offensive avec des moyens-feux considérables et impressionnants». Et c'est cela qui compte, comme l'avait déjà souligné Napoléon qui a toujours considéré qu'«il faut juger l'adversaire potentiel non à ses intentions mais sur ses capacités». Autant dire que J.-P. Chevènement, en s'exprimant comme un diligent élève du plus grand stratège militaire français, a réduit à d'aimables, mais vains propos tout ce que tant de politiciens et de commenta-

teurs de media occidentaux débitent à journées faites sur les intentions de M. Gorbatchev qui serait «l'homme de la paix» en cette fin de millénaire.

C'est une telle conception qui a également incité George Younger, ministre britannique de la Défense, à déclarer à Paris, le 27 février dernier, que «les discours de Gorbatchev n'ont encore entamé en rien les capacités soviétiques». De son côté, le général Brent Schowcroft, conseiller du président Bush pour les affaires de sécurité, avait affirmé le 22 janvier: «Je pense que la guerre froide n'est pas finie.»¹¹ Il aurait pu ajouter, sans crainte de se tromper beaucoup, qu'elle ne cessera pas – avec des hauts et des bas, bien sûr – tant qu'existeront face à face, deux, peut-être demain, trois ou quatre superpuissances, disposant d'un impressionnant potentiel en effectifs et d'une évidente supériorité industrielle.

C'est un fait que l'URSS est entrée dans une période de transition dont il est impossible de dire dans quel état elle en sortira. Et c'est aussi un fait que Mikhaïl Gorbatchev n'est lui-même sûr en rien de l'évolution de sa politique: «Nous n'avons pas le choix, disait-il le 8 janvier, de rester observateurs non engagés quand des voix s'élèvent pour dire que la perestroïka mène soi-disant au chaos et qu'elle met en danger le développement normal du pays, et quand se fait jour, petit à petit, une nostalgie du bon vieux temps et qu'on entend dire qu'il faudrait une main de fer au pays.»¹² Une main de fer? On sait d'expérience

ce que cela a signifié pour l'Union soviétique, l'Europe et le monde tout entier!

*
* *

Il faut donc être animé d'un optimisme incontrôlé et illimité pour déclarer avec assurance, comme l'a fait récemment le célèbre économiste américain John Kenneth Galbraith: «Ce qui se passe entre l'Est et l'Ouest constitue l'un des plus profonds changements que j'ai connus dans ma vie», parce que, selon cet illustre penseur, «l'impérialisme est un art dépassé»¹³. Il est évidemment malaisé de dire si l'impérialisme a jamais été un art; mais, ce qui est sûr, c'est que la volonté de puissance, nourricière de toutes les formes d'impérialisme, est inhérente à la nature humaine et qu'elle s'est toujours trouvée la résultante nécessaire de la conjonction, à un moment donné et dans un pays donné, de la volonté de fer d'une très forte personnalité et d'un ensemble de ressources morales et matérielles d'un peuple en mal d'expansion ou, simplement, de redressement.

Il n'y a donc guère de raison de se demander si Mikhaïl Gorbatchev est sincère ou pas. Car il est beaucoup plus utile de savoir, d'une part, quelles sont les données de toute nature qui caractérisent l'actuelle puissance soviétique et, d'autre part, d'apprécier la nature de l'influence qu'exercent les organes de propagande communiste

sur les milieux qui, à l'Ouest, font un travail de démoralisation, voire de trahison, en se prétendant les constructeurs d'un monde nouveau où l'irénisme triompherait.

Autant dire que la sécurité de l'Europe occidentale, dont nous Suisses faisons intégralement partie, dépend, au premier chef, beaucoup plus de notre volonté de résistance et des moyens mis à la disposition des armées occidentales que des états d'âme du numéro un de l'Union soviétique. Il est certainement très possible que Mikhaïl Gorbatchev soit sincère. Mais ce qui compte d'abord, c'est de savoir de quelles forces défensives-offensives dispose et disposera demain l'Etat dont il est le maître... Et puis, d'un jour à l'autre, l'actuel Secrétaire général du Parti communiste de l'URSS peut disparaître ou, simplement, être écarté du pouvoir et remplacé. Mais par qui?

L. de M.

RÉFÉRENCES

¹ *Le Quotidien de Paris*, 26 octobre 1987.

² *Le Monde*, 26 novembre 1988.

³ Pierre Bocev, *Le Figaro*, 26 novembre 1988.

⁴ *Le Monde*, 1^{er} décembre 1988.

⁵ *Le Figaro*, 31 janvier 1989.

⁶ *Le Figaro*, 9 février 1989.

⁷ Thierry Pècles, *Est et Ouest*, septembre 1988, pp. 7 à 9.

⁸ Frank Carlucci, *The Wall Street Journal/Europe*, 31 août 1988 (cit. *Est et Ouest*).

⁹ Antoine Sanguinetti, *Le Monde diplomatique*, janvier 1989.

¹⁰ Jean-Pierre Chevènement, *Le Monde*, 8 septembre 1988.

¹¹ Général Brent Scowcroft, *Le Monde*, 24 janvier 1989.

¹² Bernard Guetta, *Le Monde*, 10 janvier 1989.

¹³ Françoise Crouigneau, *Le Monde*, 21 décembre 1988.

Voyage d'étude 1989 de la SSO (Commission REX)

Finlande/Suède

Ce voyage aura lieu du 18 au 30 septembre 1989. Le programme provisoire est le suivant:

- 18.9.89 Départ de Zurich à 19 h 50 pour Helsinki
- 19 au 22.9.89 Visites auprès de l'armée finlandaise et de l'industrie d'armement
- introduction dans la conception de défense finlandaise
 - mesures de garantie de paix
 - visite auprès d'une unité mécanisée (char de combat T-72)
 - défense côtière finlandaise
 - industrie électronique (Nokia)
 - réception auprès de l'ambassade de Suisse, Helsinki
- 23.9.89 Voyage en bac de Turku à Stockholm. Pendant la traversée, un officier suédois expliquera la défense côtière suédoise
- 24.9.89 Stockholm; visite de la ville
- 25 au 28.9.89 Visites auprès de l'armée suédoise et de l'industrie d'armement
- introduction dans la conception de défense suédoise
 - visite auprès d'une unité d'infanterie
 - visite auprès de l'armée de l'air
 - visite auprès de l'artillerie côtière
 - industrie d'armement
 - Saab Scania (avion de combat GRIPEN)
 - FFV (munition intelligente)
- 29.9.89 Journée à libre disposition à Stockholm; le soir, réception auprès de l'ambassade de Suisse
- 30.9.89 retour en Suisse (arrivée à Zurich à 11 h)

Les visites militaires auront lieu en uniforme. Le programme définitif sera établi en juin et adressé aux sections.